

# Les non-dits de la déchéance de nationalité



*Pour Ran Halévy, «on voit mal quel droit sacré serait bafoué par une loi qui prévoit le retrait de la nationalité française à un individu qui l'a de lui-même abdiquée et qui ne s'estime du reste nullement apatride puisqu'il se veut citoyen de l'État islamique» - Crédits photo : Photographer: wuthrich didier/delkoo - Fotolia*

---

Vox Societe (<http://premium.lefigaro.fr/vox/societe/>) | Par [Ran Halevi](#) (#figp-author)

Publié le 15/01/2016 à 17h55

---

**FIGAROVOX/ TRIBUNE-** Le directeur de recherche au CNRS, Ran Halévi rappelle que ce principe a été inventé par la gauche, pour qui la nation est avant tout le fruit d'un contrat librement accepté par le citoyen.

**Le débat byzantin sur la déchéance de la nationalité est en train de consommer le divorce entre le président de la République et les «frondeurs» de son parti, les écologistes et autres survivants de la gauche plurielle** (<http://premium.lefigaro.fr/politique/2016/01/12/01002-20160112ARTFIG00345-les-deputes-socialistes-plus-que-jamais-hostiles-a-la-mesure-proposee-par-francois-hollande.php>). Non que M. Hollande l'ait forcément cherché. À l'origine, le projet de loi constitutionnel était, paraît-il, destiné à piéger la droite et à récolter quelques miettes de popularité. Mais la gestion chaotique qui s'en est suivie finit par enhardir une opposition chaque jour plus nombreuse (et relancer du coup la recomposition politique de la gauche).

Et voguent les adjectifs: «infamie», «honte», «déchéance morale», «arme des dictatures», «inégalité», «extrême droite»... Curieusement, personne n'a pris la peine de rappeler à ces indignés que la déchéance de la nationalité - comme principe idéologique, comme arme politique - est une invention... de gauche. Elle

trouve ses premières expressions à la veille de la Révolution française sous la plume volcanique de l'abbé Sieyès, auteur du célèbre *Qu'est-ce que le Tiers-État*, qui tient lieu de programme révolutionnaire.

**[L \(http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/2016/01/08/31001-20160108ARTFIG00356-la-decheance-de-nationaliteest-une-tradition-republicaine.php\)](http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/2016/01/08/31001-20160108ARTFIG00356-la-decheance-de-nationaliteest-une-tradition-republicaine.php) a nation, explique Sieyès, n'est pas l'œuvre du temps, de la tradition, mais le produit d'un contrat dont elle est libre de déterminer les termes et les contours**

**[\(http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/2016/01/08/31001-20160108ARTFIG00356-la-decheance-de-nationaliteest-une-tradition-republicaine.php\)](http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/2016/01/08/31001-20160108ARTFIG00356-la-decheance-de-nationaliteest-une-tradition-republicaine.php)** Or pour Sieyès, la noblesse ne saurait faire partie du corps national ; il faut l'expulser « invinciblement » de l'ordre commun, la déchoir de la citoyenneté en renvoyant « dans les forêts de Franconie » ces centaines de milliers de familles qui ont la « folle prétention » de s'attacher à leurs anciens droits.

---

**C'est Robespierre en personne, grande sentinelle des trahisons révolutionnaires, qui en fournit la logique : « Celui qui attaque la liberté d'une nation est autant son ennemi que celui qui voudrait la faire périr par le fer. » C'est ériger la déchéance, politique et physique, en principe de salut public.**

---

En 1789, le « côté gauche » de l'Assemblée constituante prendra le relais: il recrée la communauté nationale et forge son identité par l'exclusion, d'abord idéologique puis juridique, d'une partie de ses membres — les nobles, les « modérés », les « tièdes », les « factieux »... —, tous expédiés hors des confins arbitrairement dessinés du contrat social. Les révolutionnaires instituent de même le crime de « lèse nation » aux dispositions passablement brumeuses, qui sert précisément à criminaliser les « ennemis de la nation ». Plus tard, le procès du Roi et le régicide viseront à retrancher, au propre et au figuré, le corps royal du corps national, pour en faire une sorte d'apatride allégorique perpétuel. Avant que la Convention mette la Terreur « à l'ordre du jour », en instaurant la guillotine comme l'instrument d'une entreprise massive de déchéance de la citoyenneté, appliquée à tous ceux que les Jacobins auront décrétés « mauvais citoyens ».

Et c'est Robespierre en personne, grande sentinelle des trahisons révolutionnaires, qui en fournit la logique: «Celui qui attaque la liberté d'une nation est autant son ennemi que celui qui voudrait la faire périr par le fer.» C'est ériger la déchéance, politique et physique, en principe de salut public.

On s'étonne de voir aujourd'hui Jean-Luc Mélenchon, qui professe régulièrement son admiration pour l'Incorruptible, juger «nauséabond» le principe de la déchéance civique, une marque de fabrique pourtant du robespierrisme, du moment qu'elle est débarrassée de son attirail révolutionnaire et revêtue des formes légales les mieux assises. Il est vrai que, cette fois, elle ne poursuit pas les cibles traditionnelles de la gauche idéologique - les capitalistes, les patrons, les riches, les réactionnaires - mais un type d'ennemi qui échappe au répertoire usuel de nos robespierristes de cabinet.

---

**Les déclamations élevées à gauche contre la déchéance de la nationalité contredisent une tradition de gauche qui va, pour le meilleur et pour le pire, de Sieyès à Renan et au-delà. L'un comme l'autre tient la nationalité pour un acte de volonté, « un plébiscite de tous les jours », dit admirablement Renan, qu'il oppose aux conceptions culturalistes et territoriales de la nation.**

---

### Les adversaires de la déchéance de la nationalité

(<http://premium.lefigaro.fr/politique/le-scan/citations/2016/01/07/25002-20160107ARTFIG00374-taubira-persiste-et-signe-dans-son-opposition-a-la-decheance-de-nationalite.php>) invoquent pour la combattre beaucoup de

principes et peu d'arguments. On voit mal quel droit sacré serait bafoué par une loi qui prévoit le retrait de la nationalité française à un individu qui l'a de lui-même abdiquée — et qui ne s'estime du reste nullement apatride puisqu'il se veut citoyen de l'État islamique. Et pas davantage en quoi une telle révocation heurterait notre droit du sol. Et moins encore qu'on puisse assimiler tous les binationaux de France à des terroristes qui font la guerre à leurs concitoyens en violant toutes les lois de la guerre.

L'appel aux droits de l'homme? C'est oublier que ces droits-là sont une possession naturelle, donc inaliénable, alors que le droit de citoyenneté est conféré par la nation qui arrête les conditions de son attribution ou de sa résiliation. Vient ensuite l'argument de l'inefficacité: tout ce raffut pour une mesure essentiellement symbolique? Eh bien, ce n'est pas rien pour un citoyen français de savoir qu'un terroriste islamiste qui veut la mort de son pays a été, de droit, délié de la communauté nationale. Faut-il rappeler que le pouvoir des symboles peut être autrement redoutable que leur seule efficacité statistique? Prenez justement les droits de l'homme: la France a mis bien longtemps à les faire prévaloir ; et pourtant dès 1789, leur portée symbolique — et politique — était énorme à travers le monde.

### **Les déclamations élevées à gauche contre la déchéance de la nationalité contredisent une tradition de gauche**

**(<http://premium.lefigaro.fr/politique/2016/01/06/01002-20160106ARTFIG00315-decheance-de-nationalite-un-casse-tete-chaque-jour-un-peu-plus-inextricable.php>)**qui va, pour le meilleur et pour le pire, de Sieyès à Renan et au-

delà. L'un comme l'autre tient la nationalité pour un acte de volonté, «un plébiscite de tous les jours», dit admirablement Renan, qu'il oppose aux conceptions culturalistes et territoriales de la nation. Les Alsaciens, écrit-il au lendemain de la défaite de 1870, ne sont et ne peuvent devenir allemands parce qu'ils ne le veulent pas: «Cela tranche la question.» Aujourd'hui, les terroristes l'ont tranchée, à leur manière. Les partisans de la déchéance l'ont tranchée aussi, du moins sur le principe. Tout comme les Français dans leur écrasante majorité ainsi qu'une bonne partie de la classe politique.

Pour démentir tout ce monde, on sent bien que l'usage habituel de l'indignation ne suffit plus.

\* Également professeur au Centre de recherches politiques Raymond-Aron.

Cet article est publié dans l'édition du Figaro du 16/01/2016. **Accédez à sa version PDF en cliquant ici (<http://kiosque.lefigaro.fr/le-figaro/2016-01-16>)**



Ran Halevi

